

MARDI 31 OCTOBRE 2023

Le Département s'engage pour la RN149

Alors que les discussions sur le volet mobilités du futur avenant au contrat de plan Etat-Région (CPER) adopté le 2 avril 2021, vont enfin aboutir à la conclusion d'un accord budgétaire, force est de constater que les infrastructures routières en seront les parents pauvres.

Concernant les routes, la situation est grave :

- Le Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine, grand absent du développement territorial et de la modernisation des infrastructures routières, brillera par son absence totale d'engagement, y compris sur les axes qu'il a lui-même défini d'intérêt régional ;
- Coté Etat, il s'engage à apporter 50% du financement de la poursuite des études sur la RN149 en Deux-Sèvres et en Vienne, soit 1,5 M€.

Le Département refuse de cautionner ce désengagement historique des deux signataires du CPER.

« La RN149 ne peut plus attendre ! Cela fait des décennies que l'Etat conduit des études qui ne mènent à rien, si ce n'est de jouer la montre pour ne jamais engager de travaux », déplore Coralie Dénoués, Présidente du Conseil départemental des Deux-Sèvres.

Refusant l'abandon de tout espoir de travaux de sécurisation de cette route hautement importante pour le territoire et ses habitants, le Département des Deux-Sèvres s'engage à financer l'Etat à hauteur de 10 millions d'euros afin de l'aider à boucler au plus vite les études et à engager dans la foulée les premiers travaux.

Et Coralie Dénoués d'indiquer que « cet engagement très important du Département doit forcer l'Etat à ajouter des crédits à ceux qu'il prévoit d'inscrire afin de mener des travaux dès ce CPER. Comme je m'y étais engagée, le refus du transfert de cette route au Département n'obère en rien notre volonté de participer au financement des travaux de sécurisation de cette voie stratégique. Par cette annonce, le Département tient ses engagements, j'attends qu'il en soit de même pour l'Etat et me désespère de l'absence de la Région. »

Pour Philippe Brémond, Vice-Président du Conseil départemental en charge des mobilités « la sécurité n'attend pas. Il est urgent que l'Etat engage enfin des travaux sur cet axe majeur du département. Il en va de la sécurité des usagers de cette route. Il faut que chacun prenne ses responsabilités. »

CONTACT PRESSE

Delphine PERONNET

Direction du Cabinet et de la Communication

Tél : 05 49 06 63 48 • Port : 06 63 21 57 51